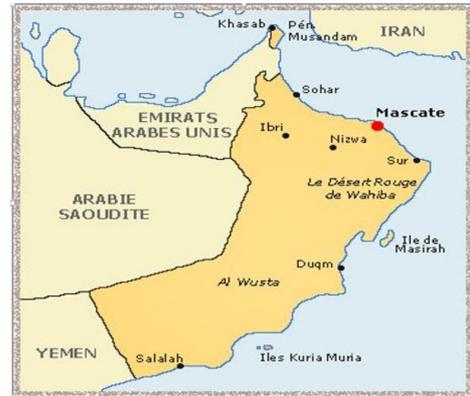


Objectif Oman Novembre 2018



Faits saillants

- *Le Sultanat recule de -7 places dans le classement Doing Business 2019 de la Banque mondiale*
- *Dégradation de la perception du « risque Oman » par les marchés internationaux*
- *Constitution d'une alliance d'entreprises françaises en vue de co-investir à Duqm*
- *Closing financier du projet de 3^{ème} raffinerie d'Oman à Duqm*
- *Tourisme : tenue d'un séminaire visant à promouvoir la « destination Oman » auprès des Français*

CLIMAT DES AFFAIRES

Au 1^{er} octobre, Oman recensait 42 sociétés françaises représentant 1,4 % de l'emploi omanais privé

D'après le recensement réalisé par le Service Economique de Mascate, le Sultanat d'Oman comptait, au 1^{er} octobre, 42 implantations françaises -appréhendées au sens large en tant que filiales, succursales, bureaux de représentation et franchises- contre 28 en 2011, soit une hausse de +50 % en 7 ans. Elles employaient, début octobre, près de 7 800 personnes dont environ 2 700 Omanais (taux d'omanisation moyen pondéré de 34,5 %), soit 1,4 % des travailleurs omanais du secteur privé. Historiquement desservi par la plateforme des Emirats arabes unis, qui concentre plus de 320 filiales françaises, le nombre de groupes français présents en Oman suit ainsi une tendance haussière régulière, reflet notamment du développement de partenariats publics privés (PPP) à l'origine de la progression du stock d'investissements directs ces dernières années (+56 % entre 2011 et 2016). Si les implantations françaises apparaissent très diversifiées au plan sectoriel, trois entreprises (*Carrefour MAF, Newrest et Sodexo*) concentrent plus de 60 % des emplois omanais compte tenu de l'intensité en main d'œuvre de leur activité. Fortement omanisées, les entreprises du secteur des *utilities* (*Engie, Suez et Veolia*) comptent pour près de 20 % des emplois omanais, tandis qu'AXA, avec plus de 100 employés omanais, affiche l'un des taux d'omanisation les plus élevés. Les implantations françaises restent en majorité issues de grands groupes, globalement mieux équipés pour faire face aux contraintes réglementaires du marché local et aux difficultés accrues en matière de financement. La dernière société française à s'être implantée en Oman est *APAVE*, spécialisée dans le contrôle des risques industriels.

Recul de -7 rangs du Sultanat d'Oman dans le classement Doing Business 2019 de la Banque mondiale

Dans son dernier rapport *Doing Business* relatif à la facilité des affaires, la Banque mondiale a rétrogradé Oman de -7 rangs par rapport à l'édition 2018 (et -12 places par rapport à 2017), classant le Sultanat à la 78^{ème} place sur 190 pays. Si le score global du Sultanat est resté stable sur l'année (67,2/100), le pays a pâti de la nette amélioration du score d'autres émergents, tels que l'Inde (77^{ème} position, +33 rangs), la Chine (46^{ème} position, +32 rangs) ou encore le Kenya (61^{ème} position, +19 rangs). Au plan régional, la forte progression des Emirats arabes unis (11^{ème} position, +10 rangs) et -dans une moindre mesure- du Bahreïn (62^{ème} position, +4 rangs) contraste avec la performance mitigée du Sultanat, de l'Arabie Saoudite (92^{ème} position, stable) et du Koweït (97^{ème} position, -1 rang). Au plan mondial, la Nouvelle-Zélande continue de dominer le classement devant Singapour et le Danemark. La France est 32^{ème} (-1 rang), juste derrière la Russie. La stagnation du score omanais, reflet avant tout de la lenteur des prises de décision, est d'autant

plus pénalisante que l'environnement des affaires reste parallèlement largement perfectible, en particulier s'agissant de la protection des investisseurs minoritaires (125^{ème} position), la facilité à obtenir un prêt (134^{ème}) et la résolution des cas d'insolvabilité (100^{ème}). Ce rapport intervient alors que les autorités viennent de resserrer la politique d'omanisation en étendant -en théorie- la suspension de la délivrance de visas de travail aux postes de commerciaux et d'acheteurs, ainsi qu'au secteur de la construction, en dépit de l'absence évidente de substitution entre travailleurs nationaux et expatriés dans ce domaine d'activité.

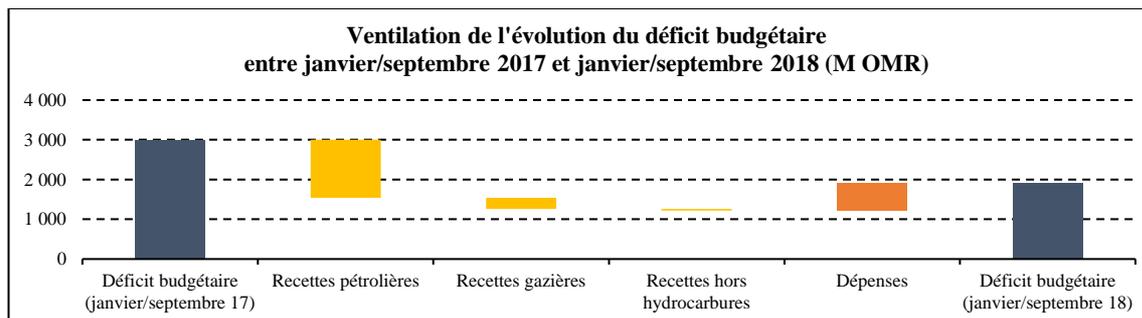
INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

S&P confirme à nouveau la note souveraine du Sultanat à BB avec une perspective « stable »

Le 9 novembre, *Standard and Poor's (S&P)* a maintenu à l'identique la note souveraine d'Oman à BB, soit toujours deux crans sous la catégorie « investissement ». Si les projections macroéconomiques n'ont pas été modifiées depuis la précédente revue de mai 2018, l'analyse de *S&P* repose sur deux grandes hypothèses dont l'infirmité pourrait conduire à une dégradation de la note. Premièrement, l'agence fait le pari -plutôt optimiste au vu de la situation géopolitique actuelle- d'un soutien assuré des pays du Conseil de Coopération du Golfe en cas de forte érosion des réserves en devises de la Banque centrale pour garantir l'ancrage du rial au dollar US. Deuxièmement, *S&P* s'attend à une nette modération du rythme d'accroissement de la dette externe -celle-ci ayant surtout servi jusqu'à présent à financer le déficit public- favorisé par la modération attendue des dépenses courantes et la hausse des recettes hors hydrocarbures, une hypothèse qui reste à ce jour à confirmer (*cf infra*). *S&P* demeure à ce titre attentif à la concrétisation des réformes annoncées, à savoir l'introduction de droits d'accises et d'une taxe municipale (en 2019 selon l'agence), suivis de la TVA (attendue pour 2020 seulement d'après *S&P*). L'agence relève enfin que la part de la dette libellée en dollar US est passée de 25 % en 2015 à 75 %, entraînant une situation de vulnérabilité accrue vis-à-vis des marchés. Au-delà de ces considérations macroéconomiques, les projections de *S&P* indiquent, de façon inquiétante, un appauvrissement de la population dans son ensemble, le PIB réel par tête ayant diminué de -8,5 % entre 2011 et 2017 malgré une croissance réelle positive sur la période, à l'origine d'une accentuation des inégalités économiques entre Nationaux.

Politique budgétaire : premiers signes d'un relâchement des efforts engagés depuis deux ans

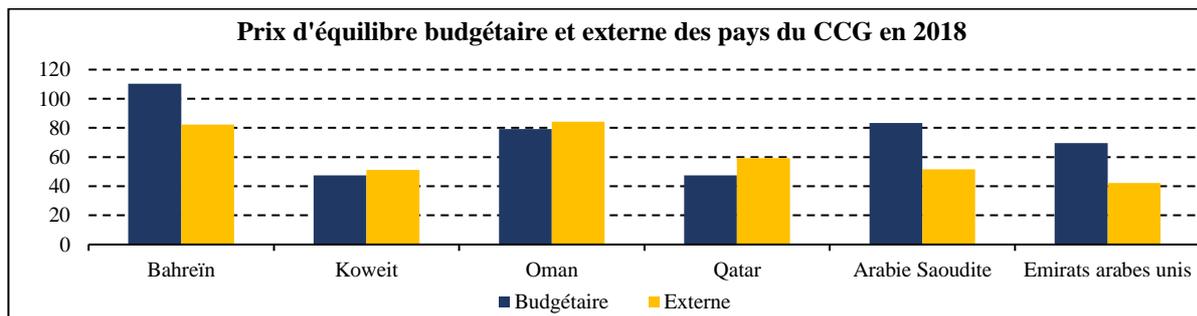
Alors que le Ministère des Finances a rappelé, en marge de la préparation du Budget 2019, la nécessité de contenir les dépenses courantes et diversifier les recettes (issues à 75 % des hydrocarbures), les derniers chiffres d'exécution budgétaire portant sur les 3 premiers trimestres de 2018 tendent à contredire le discours officiel (au demeurant repris par le FMI). Ainsi, la nette réduction du déficit public, passé de 3 Mds OMR sur les 9 premiers mois 2017 (soit 11 % du PIB) à 1,9 Md OMR sur la même période en 2018 (soit 6,1 % du PIB prévisionnel), résulte très largement de la forte augmentation des recettes pétrolières et gazières, à respectivement 4,8 Mds OMR (+44 % en g.a) et 1,4 Md OMR (+26,2 %) sur la période. Dans le même temps, les recettes hors hydrocarbures (1,6 Md OMR) ont peu progressé (+2,6 %) alors que les projections de revenus attendus des droits d'accises -supposés être introduits d'ici la fin d'année- sur le tabac, l'alcool, les boissons sucrées et énergisantes ont été revues à la baisse, de 300 M OMR à 100 M OMR. En parallèle, les dépenses courantes ont progressé de +9,5 % à 6,6 Mds OMR, conséquence de la hausse des dépenses des administrations, de l'augmentation rapide des intérêts de la dette et des coûts supplémentaires d'exploitation du gaz depuis l'entrée en production du champ de Khazzan en septembre 2017. En outre, l'enveloppe allouée aux subventions a bondi de +57,6 %, de 355 M OMR à 559 M OMR, en lien avec l'instauration cette année d'une carte de subventions pour l'essence destinée aux ménages gagnant moins de 950 OMR / mois, alors que les dépenses d'investissement se sont repliées de -5,8 % à 1,9 Md OMR. Ces évolutions apparaissent d'autant plus inquiétantes que les prix du pétrole sont à nouveau orientés à la baisse, reflet de la décélération de la demande (notamment en Chine) et d'une offre accrue au titre de la reprise -possiblement temporaire- de la production dans les pays de l'OPEP et en Russie, et des exemptions pour 6 mois accordées par le Trésor américain à 8 pays importateurs de pétrole dans le cadre des sanctions imposées à l'Iran (ces pays représentant 75 % des ventes iraniennes).



Source : NCSI

Dégradation de la perception du « risque Oman » par les marchés internationaux

Le rendement (« *yield* ») des obligations souveraines omanaises à échéance 2023 libellées en dollar US a connu une augmentation rapide de plus de +80 points de base (pdb) entre fin septembre et fin novembre, correspondant à la plus faible performance -de loin- des pays du Golfe, en témoigne notamment le niveau record atteint par le *spread* entre les obligations d'Oman et celles de l'émirat d'Abu Dhabi, considéré comme la valeur la plus sûre dans la zone. L'inquiétude des marchés est principalement liée à la dépendance persistante des données macroéconomiques à l'égard des cours du baril de pétrole, ce qui pourrait entraîner à court et moyen terme, du fait de la forte volatilité des prix, un maintien des déficits jumeaux à des niveaux très élevés. Le prix d'équilibre budgétaire, estimé par le FMI à 79,2 USD en 2018 et 71,9 USD en 2019 (en cas de réalisation des réformes budgétaires à ce stade non matérialisées, *cf supra*), reste toujours inférieur à celui du Bahreïn (110,4 USD en 2018) et de l'Arabie Saoudite (83,4 USD en 2018), et ne recule pas par rapport aux estimations précédentes. Mais de façon plus inquiétante, c'est le prix d'équilibre externe qui paraît aujourd'hui le facteur de risque le plus important dans le cas d'Oman. Le prix d'équilibre externe apparaît en effet comme le plus élevé de la zone, avec 81,5 USD attendu en 2018 et 84,1 USD en 2019, une situation à l'origine d'une pression accrue sur les réserves en devises de la Banque Centrale. Fin septembre -soit avant l'émission de *sukuk* de 1,5 Md USD du mois dernier- elles s'élevaient à 14 Mds USD, le seuil le plus bas atteint depuis 7 ans. A plus long-terme, les perspectives du Sultanat restent très incertaines, comme le laisse entendre une étude récente de l'agence de notation *Moody's* portant sur la capacité des pays exportateurs de pétrole à gérer la transition énergétique de l'économie mondiale. Oman compterait en effet parmi les 3 pays pétroliers les plus vulnérables (avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Bahreïn) du fait de sa forte dépendance aux hydrocarbures. A noter enfin que le FMI a revu sa prévision de croissance hors hydrocarbures du Sultanat de 3 % à 2 % en 2018, soit la plus faible performance au sein du CCG.



Source : FMI

INFORMATIONS SECTORIELLES

Duqm : constitution d'une alliance d'entreprises françaises intéressées à co-investir dans la SEZAD

Quatre grandes entreprises françaises, *FIVES*, *Suez*, *EDF Renewables* et *CMA CGM*, ont signé entre elles fin novembre un accord constituant un groupement 100 % français, visant à réaliser des co-investissements au sein de la zone économique spéciale de Duqm, intégrant des solutions environnementales et sociales adaptées aux attentes locales. Cette signature est le résultat de discussions initiées à l'occasion de la venue

en France en avril dernier de Yahya Al Jabri, Ministre en charge du développement de la zone économique de Duqm, par ailleurs Président de l'autorité en charge de promouvoir les investissements en Oman (ITHRAA). L'alliance, qui espère pouvoir initier un 1^{er} projet consacré à la réalisation d'une cimenterie, a également proposé de développer un programme de formation répondant aux attentes des autorités en matière d'omanisation et de contenu local (« *In-country Value* ») sous le titre de « *Knowledge Village* ». L'alliance de ces quatre entreprises demeure potentiellement ouverte aux entreprises françaises désireuses également de participer à la démarche. Les prochaines échéances devraient consister en la tenue à Duqm (*a priori* en janvier) de « *workshops* » consacrés à la formation.



Electricité : vers une nouvelle augmentation du montant des subventions

D'après l'Autorité de la Régulation de l'Electricité (AER), l'enveloppe des subventions allouées au secteur de l'électricité s'élèverait à 625 M OMR en 2019 contre 580 M OMR prévu cette année, soit une hausse de +7,8 %, portée par la croissance démographique et l'insuffisante efficacité énergétique du parc résidentiel, premier bénéficiaire de ces subventions à hauteur de 85 %. En 2017, la part du coût total de l'électricité supportée par les subventions était estimée à 43,3 %, un seuil toujours très élevé malgré un repli par rapport à 2016 (48,4 %), conséquence de l'arrêt depuis le 1^{er} janvier 2017 des subventions aux consommateurs de plus de 150 MWh/an (plus de 10 000 entités concernées). Pour autant, selon le FMI, les subventions allouées au secteur représenteraient toujours 3 % du PIB, un niveau nettement supérieur aux standards internationaux et qui pèse sur l'attractivité des projets en énergies renouvelables, difficilement rentables vu les tarifs *in fine* offerts. Si le gouvernement s'est engagé à plusieurs reprises à poursuivre la réduction des subventions, la mesure n'en reste pas moins impopulaire, alors que le contexte social demeure tendu avec des inégalités en hausse régulière au sein de la population nationale (*cf supra*).

Hydrocarbures : l'indice de référence « Oman » du Dubaï Mercantile Exchange gagne en visibilité

La société pétrolière nationale du Bahreïn *Bapco* a annoncé début novembre avoir intégré dans sa formule de prix l'indice de référence *DME Oman* du marché à terme émirien *Dubai Mercantile Exchange (DME)*, sur lequel s'échangent les contrats à terme portant notamment sur l'huile omanaise. *Bapco* devient ainsi la 4^{ème} compagnie nationale à recourir à l'indice *DME*, après *PDO*, *Dubai Petroleum* et surtout *Saudi Aramco* depuis octobre. L'entreprise saoudienne base dorénavant son *pricing* sur la moyenne du prix moyen *DME Oman* et du cours Dubaï (livraisons physiques recensées par l'agence *S&P Global Platts*). Conséquence du suivi de la formule de référence saoudienne par le Koweït, l'Iran et l'Iraq, le *DME Oman* influencerait dorénavant le *pricing* de plus de 12 millions de barils / jour (b/j). Créé en 2007, l'indice *DME Oman* reste toutefois encore assez marginal au plan mondial puisque référençant une huile lourde de qualité inférieure, avant tout destinée aux marchés asiatiques. En comparaison, servant toujours de référence pour près des deux tiers du marché mondial, le *Brent* correspond à une huile légère et accessible, exploitée en mer du Nord, quand le *West Texas Intermediate (WTI)*, incontournable sur le marché américain, correspond à une huile de haute qualité mais coûteuse à transporter compte tenu de l'enclavement des puits texans. L'indice *DME Oman* pâtit par ailleurs d'un manque de transparence, en témoignent les mouvements spéculatifs observés fin septembre dans un contexte de tensions sur la liquidité du marché, dans le sillage d'achats massifs d'huile omanaise de la part de raffineries chinoises. A ce titre, le Sultanat aurait profité de la hausse soudaine des prix, en portant ses volumes exportés de 813 000 b/j en août à 903 000 b/j en septembre dans un contexte probable de maintenance d'une des deux raffineries du pays. De manière générale, la reprise de la production pétrolière omanaise, dans le sillage du relâchement des quotas OPEP+, semble se confirmer avec 990 200 b/j produits en septembre (contre 975 800 b/j à la même période l'an dernier).

Pétrochimie : closing financier du projet de raffinerie de Duqm comprenant des prêts de 4,6 Mds USD

Les autorités ont annoncé mi-novembre la signature du plan de financement du projet de future 3^{ème} raffinerie du pays, située à Duqm, avec un consortium de 29 institutions financières issues de 13 pays différents, comprenant des prêts -dont certains sous forme de finance islamique- d'un montant total de 4,6 Mds USD, soit 65 % du coût projeté de la construction (7 Mds USD). Le reste des fonds sera apporté en propre à 50/50 par les deux actionnaires *Oman Oil Company* et *Kuwait Petroleum International*. Le projet bénéficie également d'une couverture de la part de trois agences de crédit-export, la sud-coréenne *K-EXIM*, l'espagnole *CESCE* et la britannique *UKEF*, soutien logique compte tenu de la sélection en 2017 de leurs entreprises nationales respectives *Daewoo Engineering and Construction* et *Samsung Engineering, Tecnicas Reunidas* et *Petrofac* pour les principaux contrats EPC (ingénierie, approvisionnement et construction). La 3^{ème} raffinerie de Duqm, qui devrait produire 230 000 barils / jour dès 2021, constitue l'un des projets phares de la zone économique spéciale de Duqm, celle-ci devant devenir à terme une plateforme logistique régionale tournée vers l'export de produits pétrochimiques et de minerais. En parallèle, *Oman Oil Company* a annoncé la fusion progressive de ses activités avec celles d'*ORPIC* (détenu précédemment à 70 % par le Ministère du Pétrole et du Gaz et à 30 % par *Oman Oil*), qui gère les principales activités avales du Sultanat -dont les deux raffineries situées à Mascate et Sohar- et développe le projet emblématique du *Liwa Plastics Complex*. Cette décision s'inscrit dans la stratégie sectorielle du Sultanat de renforcement de l'aval pétrolier, porteur d'une plus grande valeur ajoutée et bénéficiant d'une hausse importante de la demande en produits pétrochimiques attendue à long terme dans le sillage de la croissance démographique et du développement économique des pays émergents asiatiques.

Tourisme : organisation d'un séminaire de promotion de la « destination Oman » auprès des Français

L'*Oman France Friendship Association* (OFA), structure mise en place en Oman fin 2016 par l'ambassade de France en Oman pour nourrir « sur le terrain » la relation bilatérale entre Oman et la France, a organisé le 11 novembre 2018 un événement consacré à la promotion du tourisme au Sultanat d'Oman *via* la venue de quatre blogueurs français d'influence. A cette occasion, et en présence de la Vice-Ministre du Tourisme, l'expertise française a pu être présentée sur un secteur jugé stratégique par les autorités en matière de développement et de diversification. Le succès de l'événement, qui a réuni près de 100 personnes, a confirmé le dynamisme de l'OFA en qualité de « club d'affaires » favorisant la relation bilatérale au plan local. L'événement s'est tenu quelques jours après une opération de promotion du tourisme en Charente-Maritime auprès des voyageurs omanais dans le cadre du déplacement d'une délégation de représentants du département monté par le Service économique avec l'aide du bureau Business France de Dubaï, d'Atout France et de la Chambre omanaise de Commerce et d'Industrie.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Louis Mangenot, Gilles Bordes

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service Economique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>